

Avant-propos

Le phénomène d'émigration existe depuis longtemps en Haïti. Les facteurs politiques, économiques et environnementaux ont favorisé un accroissement de la diaspora des Haïtiens à l'étranger. En 2015, environ 1.2 million d'Haïtiens vivaient en dehors d'Haïti. L'argent envoyé au pays par ces émigrés contribue de manière importante à l'économie et correspond à 25% du PIB d'Haïti, représentant la part la plus élevée parmi les pays partenaires de l'étude « Interactions entre politiques publiques, migrations et développement » (IPPM). Les transferts de fonds améliorent les conditions de vie de nombreux ménages haïtiens et ont le potentiel de financer la reconstruction et le développement.

Toutefois, un défi majeur pour Haïti est de trouver la façon de mieux gérer et tirer parti des migrations dans une perspective de développement, en particulier dans un contexte où les études empiriques sur les liens entre migrations et développement sont rares. Le rôle de la migration et des transferts de fonds pour le développement n'est toujours pas reflété dans l'agenda politique du pays. Il est possible d'intégrer davantage la migration dans les politiques de développement. Des études apportant une base de connaissances suffisante sont essentielles pour garantir des réponses politiques éclairées et cohérentes dans le domaine des migrations et du développement.

Ce rapport entend combler cette lacune. En 2013, le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne ont lancé un projet visant à recueillir des données empiriques au sujet des interactions entre politiques publiques, migrations et développement dans dix pays à travers le monde, dont Haïti. Les conclusions présentées ici à propos d'Haïti sont le fruit de quatre années de travail de terrain, d'analyses empiriques et de dialogue politique, en collaboration avec l'Institut interuniversitaire de recherche et de développement (INURED).

Le rapport examine dans quelle mesure les diverses dimensions de la migration affectent des secteurs politiques essentiels en Haïti : le marché de l'emploi, l'agriculture, l'éducation, ainsi que l'investissement et les services financiers. Il analyse par ailleurs l'influence des politiques adoptées dans ces secteurs sur tout un éventail de résultats migratoires, tels que la décision de migrer, l'utilisation des fonds rapatriés et le succès de la migration de retour. L'analyse empirique repose sur des travaux de terrain en Haïti, incluant la collecte de données quantitatives auprès de 1 241 ménages, et la conduite de 41 entretiens qualitatifs auprès des parties prenantes. Ces données ont été collectées du 22 mai au 30 juin 2014, soit un an avant la crise migratoire entre Haïti et la République Dominicaine. Les nouvelles données générées par cette crise ne sont pas incorporées

dans ce rapport et, considérant les questions de recherche investiguées, n'affectent ni la validité ni la pertinence de l'analyse.

Le rapport sur Haïti est publié en parallèle avec neuf autres rapports nationaux et un rapport comparatif qui met en parallèle les résultats des différents pays et fournit un cadre d'action cohérent, s'appuyant sur les travaux de terrain et l'analyse conduits dans les dix pays partenaires. L'analyse sur Haïti s'entend comme une boîte à outils permettant de mieux comprendre le rôle joué par les politiques publiques eu égard au lien entre migrations et développement, ceci bien au-delà des tournures conjoncturelles que peuvent engendrer l'absence de politiques publiques articulées autour des migrations et le développement. Elle vise à favoriser le dialogue politique et à proposer une orientation afin d'intégrer au mieux la question des migrations dans les stratégies nationales de développement. Forts des échanges menés avec les principaux intervenants et décideurs du pays, le Centre de développement de l'OCDE et l'INURED entendent poursuivre leur coopération en vue de renforcer la contribution positive des migrations en faveur du développement durable d'Haïti.

Mario Pezzini
Directeur du Centre de développement
et Conseiller spécial auprès
du Secrétaire général de l'OCDE
sur le développement

Louis HERNs Marcelin
Chancelier de l'Institut
interuniversitaire de recherche
et de développement (INURED)

Remerciements

Le rapport *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti* a été préparé par l'Unité Migrations et compétences du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Institut interuniversitaire de recherche et de développement (INURED).

L'équipe était dirigée par David Khoudour, Chef de l'Unité Migrations et compétences, sous l'autorité de Mario Pezzini, Directeur du Centre de développement de l'OCDE et Conseiller spécial du Secrétaire général de l'OCDE sur le développement. Le rapport a été rédigé par Lisa Andersson, Bram Dekker, Jason Gagnon et Hyeslin Park du Centre de développement de l'OCDE, et par Louis HERN Marcelin et Toni Cela de l'INURED. L'équipe remercie également Vararat Atisophon, Fatouma Diarrassouba et Marion Richard, du Centre de développement de l'OCDE, pour leur assistance technique dans la préparation de ce rapport. L'équipe éditoriale du Centre de développement de l'OCDE, dirigée par Delphine Grandrieux, en a fait une publication. La couverture a été conçue par Aida Buendía. La traduction a été faite par Architexte et Hélène Boccage, et révisée par Isabelle Delpéch. Lisa Andersson a assuré la coordination du rapport et Alexandra Le Cam a fourni un soutien administratif et logistique tout au long du projet.

Cette étude s'appuie sur une recherche de terrain implémentée en Haïti par l'INURED, sous la direction de Louis HERN Marcelin et Toni Cela. Les auteurs remercient les analystes James Shultz et Wesner Antoine ; les assistants de recherche Kethia Charles, Dabouze Estinvil et Fed Kedny Exantus; les superviseurs de terrain Pierre Rosaire Denestan, Dieufait Noelsaint, Nathanael Pericles et Peterson Telus ; les enquêteurs Alix Attignol, Franck Benjamin, Fedel Charles, Jordany Defonce, Daphnide Delva Noel, Jordany Dorsainvil, Rose Meedly Emile, Orlithe Fortin, Judith Jean Noel, Wilkenson Jules, Jean Guyto Laloï, Josue Posy, Pierre Michelet Raymond, Nadine Royere, Jean Rolando Simbert; les spécialistes en informatique Ezechiel Colas et Marceau Augustin; et les chauffeurs Samuel Damus, Bonald Toussaint, Herve Charlemagne, Camille Nortil, Jean Robert Tancil et Chrismane Vaval. Nous remercions aussi Marie Cindia Marcelin, Valentina Morency et Adeline Jean Philippe pour leurs supports administratifs.

L'Office National de la Migration (l'ONM) a joué un rôle important dans l'organisation du séminaire de lancement du projet en Haïti en octobre 2013. Divers représentants du gouvernement et des organisations internationales en Haïti ont pris part à l'ensemble des événements organisés en Haïti.

Le Centre de développement de l'OCDE remercie tout particulièrement la Commission européenne pour son soutien financier et sa collaboration dans l'exécution de ce projet conduit sur une période de quatre années.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de la publication est la responsabilité du Centre de développement de l'OCDE et de l'Institut interuniversitaire de recherche et de développement (INURED) et ne reflète en aucun cas les vues de l'Union européenne.



Extrait de :

Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264278844-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Interuniversity Institute for Research and Development (2017), « Avant-propos », dans *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264278844-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.